

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille cedex 03

Marseille, le 09/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOREAL MEDITERRANEE

38 AV HENRI DUNANT
38-40-PAS DES LANCIERS
13700 Marignane

Références : D-2025-0673

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006400608

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement SOREAL MEDITERRANEE implanté 38 AV HENRI DUNANT 38-40-PAS DES LANCIERS 13700 MARIGNANE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite au signalement d'une pollution dans le ruisseau du Raumartin, dans lequel les eaux pluviales du site se rejettent.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOREAL MEDITERRANEE
- 38 AV HENRI DUNANT 38-40-PAS DES LANCIERS 13700 MARIGNANE
- Code AIOT : 0006400608
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOREAL Méditerranée exploite une installation de transit et traitement de déchets de métaux sur le territoire de la commune de Marignane ainsi qu'une installation de démontage /

dépollution de véhicules hors d'usage.

Contexte de l'inspection :

- Signalement d'une pollution dans le ruisseau du Raumartin dans lequel les eaux pluviales du site se déversent.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en œuvre les modifications de son porter-à-connaissance déposé en date du 15 juin 2022. Côté administration, l'instruction est finalisée. Le contradictoire sur le projet d'arrêté sera prochainement réalisé.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des accidents / incidents	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Collecte des pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des traces hydrocarburées dans la dernière cuve du séparateur devant contenir uniquement des eaux claires ainsi que la présence d'eaux souillées dans le réseau de collecte en amont.

Lors de la visite et confirmé par courriel du 28 octobre, l'exploitant s'est engagé à nettoyer le réseau de collecte des eaux pluviales de son site et s'assurer de l'étanchéité de son déboureur-déshuileur. Dans ce contexte, et compte tenu de la réactivité de l'exploitant, les services de l'inspection ne proposent pas à ce stade de suites à Monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône.

L'exploitant devra transmettre les justificatifs demandés selon les délais figurant dans les points de contrôle ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des accidents / incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures

d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courriel du 25 octobre 2025, l'exploitant a informé les services de l'inspection d'une pollution du ruisseau du Raumartin dans lequel les eaux pluviales du site se déversent après passage dans un dispositif de traitement de type séparateur à hydrocarbures. Dans ce courriel, il indique avoir reçu la visite des pompiers, de la police municipale et de l'adjoint au maire de la commune.

Des barrages ont été posés dans le ruisseau dès le samedi 25 octobre 2025. L'exploitant s'est engagé auprès de ces services à la mise en œuvre des actions suivantes :

- pomper les eaux de surface du ruisseau dès le 27 octobre,
- remplacer les barrages anti-pollution,
- anticiper le nettoyage du séparateur et l'analyse des rejets afin de confirmer ou d'écarter toute responsabilité potentielle de leur installation.

Par courriel du 27 octobre 2025, l'exploitant a transmis :

- une fiche G/P,
- les documents justifiant du précédent entretien du séparateur,
- des photos montrant des traces de pollution en amont du point de rejet.

La visite d'inspection du mardi 28 octobre a permis de constater :

- l'absence de pollution au niveau du ruisseau ;
- que les barrages étaient toujours en place après un premier remplacement le 27 octobre ;
- la présence d'un grand point de collecte de différentes eaux qui se situe sous la voirie communale et la zone de parking devant le site (au nord, en dehors des limites du site) ; plusieurs conduites de différentes tailles sont visibles ;
- que le séparateur à hydrocarbures présentait un certain niveau d'encrassement : présence de dépôt en haut des marches de la 2^e cuve démontrant un niveau haut dans la cuve et un dépôt très noir dans la dernière cuve ;
- que le réseau de collecte en amont du séparateur présentait des eaux hydrocarburées au droit de la vanne d'isolement et dans un regard en amont de la vanne.

Compte tenu des fortes pluies de la semaine précédente, l'état de remplissage du séparateur est susceptible d'avoir entraîné cet épisode de pollution.

L'exploitant s'est engagé à procéder au nettoyage de son réseau interne au plus tard le 29 octobre 2025 et à isoler son site avant les prochaines pluies le temps que tout soit nettoyé.

Les services de l'inspection ont été informés par la mairie, par courriel du 3 novembre 2025, de la possibilité qu'une cuve enterrée sur le site soit poreuse. Par courriel du 6 novembre 2025, l'exploitant s'est engagé à mener un test d'étanchéité des cuves du séparateur semaine 46. Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis les photos et vidéos justifiant de la mise en rétention du séparateur par un ballon obturateur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie sous 3 jours à compter de la réception du présent rapport de l'entretien de son réseau ainsi que des conclusions relatives au test d'étanchéité des cuves du débourbeur-déshuileur ainsi que les résultats d'analyse des eaux prélevées le 27 octobre.

Il transmet également sous 15 jours le rapport d'incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Collecte des pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Autre, Dispositif de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 27 octobre 2025, l'exploitant a transmis le bordereau Trackdéchets de la dernière opération de nettoyage du séparateur à hydrocarbures (mars 2025).</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les opérations de nettoyage du séparateur suite à l'épisode de pollution étaient en cours. Les services de l'inspection ont interrogé l'exploitant sur le dimensionnement du dispositif. Une partie des eaux de la toiture du hangar serait collectée par le réseau d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Concernant le bâtiment des vestiaires, l'exploitant n'a pas été en capacité d'explicitier la gestion des eaux de cette toiture.</p> <p>L'exploitant a indiqué que, lors de forts épisodes pluvieux, les eaux de la voirie "Avenue Henri Dunant" se déversent sur le chemin d'accès au site et pénètrent sur le site. Le débit de ces eaux n'est pas connu et peut perturber le bon fonctionnement du séparateur à hydrocarbures.</p> <p>Enfin, compte tenu des constats aux points de contrôle n°1, la fréquence semestrielle pour l'entretien du dispositif n'est peut-être pas adaptée et devrait faire l'objet d'un contrôle du remplissage et si besoin d'un entretien à la suite de chaque évènement pluvial.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet sous une semaine à compter de la réception du présent rapport les éléments justifiant du bon dimensionnement du séparateur à hydrocarbures (caractéristiques du dispositif en place, calcul complet selon la méthodologie CNIDEPP).</p> <p>Il justifie également dans le même délai de la fréquence d'entretien à mettre en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours